

BULLETIN de LIAISON

numéro
décembre 1965

4



la misère des uns... fait la grandeur des autres

COMITE NATIONAL DE DEFENSE DE LA REVOLUTION



EN VRAC

nouvelles et commentaires



1er NOVEMBRE -

Ainsi que l'avait demandé le C.N.D.R., dans son tract du 1er Novembre, les masses algériennes ont déserté les réjouissances et les cérémonies organisées par le pouvoir. C'est ainsi, que les rues d'Alger étaient quasiment désertes. Seuls les enfants et des paysans amenés par camions, faisaient face à la tribune officielle. Il n'y a pas eu d'applaudissements pour les discours. D'ailleurs, même la presse dite nationale n'a pas osé publier de photos de l'assistance.

AUSTERITE ET HOSTILITES -

Boumedienne a choisi la date du 1er Novembre, anniversaire du début de la révolution, pour proclamer publiquement que l'économie nationale était au plus bas et qu'il faudrait au pays une longue période d'austérité. Au même moment, défilaient dans les rues d'Alger, des camions transportant des fusées toutes neuves. Quand on connaît le prix de ces engins, on ne peut que s'étonner d'entendre le mot "austérité" sortir de la bouche du ministre de la défense.

SITOT DIT, SITOT FAIT -

Le 1er Novembre 1965, alors que Boumedienne, à la radio et à la télévision, exigeait de chaque algérien "un comportement rigoureux d'austérité", l'ambassade d'Algérie en France, organisait, au pavillon d'Ermenonville, (un des endroits les plus chics de la capitale française) une réception fastueuse à laquelle était invité le Tout-Paris. Notons que les salons de l'ambassade, achetés l'année dernière, 800 millions d'anciens francs, n'ont pas été jugés dignes d'abriter cette brillante soirée, où, dit-on, le champagne coula à flots. Nous voulons simplement savoir qui paiera l'addition ?

LE GOUT DU PAIN -

Suivant les dires d'un voyageur revenant du sud-est constantinois, dans la région de Négrine, il aurait traversé de nombreuses localités dont les habitants n'avaient plus mangé de pain depuis plusieurs dizaines de jours.

L'EVOLUTION DE "REVOLUTION ET TRAVAIL" -

Ainsi que cela a été souligné dans notre dernier numéro, l'organe central du syndicat s'est transformé peu à peu, sous les pressions du pouvoir, en une pâle copie de son cousin "Révolution Africaine". On y retrouve le même verbiage, le même vide et le même déséquilibre en faveur des informations externes. Par contre, plus rien sur les luttes sociales, la situation des travailleurs de la ville et de la terre, les angoisses des chômeurs, -si ce n'est quelques entre-filets reproduisant des motions. Les travailleurs attendent du journal de leur syndicat des prises de positions fermes, conformes à leurs intérêts et à leurs idéaux. Leur journal doit leur apporter, formation révolutionnaire et mots-d'ordre pratiques. Si cela n'est pas possible, il vaut mieux, sans doute, que "Révolution et Travail" cesse de paraître.

AMICALE DES ALGERIENS -

Dimanche 21 novembre à 5 heures du matin, au bidonville de Nanterre, dit "El-Quahera", des cars de police, accompagnés de bulldozers, sont entrés en action. Nous avons noté, en cette circonstance pénible pour nos compatriotes, l'absence de représentants de l'ambassade ou de l'Amicale.

Il est vrai qu'il était trop tôt pour ces messieurs !...

LA MEMOIRE COURTE -

Dans son interview au journal égyptien "Al-Ahram" Boumedienne déclare à propos du conflit qui l'oppose au G.P.R.A., que ce dernier dilapidait l'argent de la révolution dans des parties de plaisir, tandis que l'armée des frontières manquait du nécessaire.

Le Colonel Boumedienne a la mémoire courte, car si nous en croyons certains documents, il recevait de ce même G.P.R.A. 400 millions d'anciens francs par mois et, à la veille de la crise de 1962, l'Etat-Major avait une réserve de 1.300 millions de francs en dinars tunisiens, sans compter les devises étrangères.

L'ALGERIEN EN EUROPE -

Tel est le nom d'un luxueux hebdomadaire de 24 pages, publié par la pseudo-Amicale des Algériens en France, et dont le directeur est Mahmoud Guennez. A l'heure actuelle, cette publication a déjà coûté au trésor algérien des dizaines de millions. Ce que l'on ne sait pas, c'est que le rédacteur en chef est Hocine Djabrane, ancien collaborateur du "BLEO".

PLANIFICATION DE LA MENDICITE -

Monsieur Albert WATERS, administrateur-adjoint de l'agence américaine d'aide à l'étranger (A.I.D.) a déclaré que son pays continuerait à apporter son aide pour le relèvement social et le développement de l'Algérie. La dernière cargaison -11.400 tonnes de marchandises- a été déchargée au début du mois de novembre. Nous avions, cependant, cru comprendre d'après le fameux discours-programme, que le développement de l'Algérie serait planifié et essentiellement basé sur l'effort national. Il est vrai que du blé, d'où qu'il vienne, est d'une grande utilité pour le gouvernement... Par exemple, pour payer les ouvriers agricoles ...

L'HEURE DES BILANS -

Après plusieurs mois de vaine agitation, la conférence afro-asiatique a été finalement rejetée à une date ultérieure. C'est une catastrophe sans précédent pour la diplomatie bouteflikiste qui avait tout misé sur la tenue de cette conférence. Aujourd'hui, c'est le moment des bilans, des révisions déchirantes et aussi... des comptes. Bien sûr on fera payer la note aux masses algériennes...

UN MEDECIN POUR 43.000 HABITANTS -

Djidjelli ne compte plus qu'un seul médecin: le docteur LORENZO pour ses 43.000 habitants. Pour être admis à l'hôpital il faut payer d'avance une somme de 200 Dinars, et pour ceux qui bénéficient de la sécurité sociale: 40 Dinars. Tout se fait de telle sorte que les chômeurs et les déshérités ne peuvent pas se payer le luxe d'être malade.

**L'ALGERIE VEUT VIVRE DE SON TRAVAIL
ET NON DE MENDICITE**

Editorial

AUSTERITE POUR QUI ?

Comme son illustre prédécesseur le faisait de temps à autre, Boumedienne vient de proclamer la nécessité de l'austérité. Dans son discours du 1er Novembre, il invite en effet la Nation à "comprendre qu'elle ne peut plus continuer à vivre au-dessus de ses moyens" et il exige d'elle "un comportement rigoureux d'austérité".

Mais à qui promet-on une fois de plus les rigueurs de jours plus austères ? Sans aucun doute aux cohortes de mendiants qui traînent dans les villes ou bien aux centaines de milliers de paysans qui ont oublié le goût du pain, ou encore aux ouvriers de l'autogestion qui attendent vainement depuis des mois, des salaires qu'ils ont pourtant largement gagnés, à moins que ce ne soit aux petits commerçants accablés d'impôts qui ferment boutique les uns après les autres ou enfin, aux petits fonctionnaires dont les maigres salaires sont chaque mois rognés par de nouvelles retenues.

Ce discours du 1er Novembre, pompeusement baptisé par la presse nationale "discours-programme", est en outre un modèle de machiavélisme et de fausse vertu, car c'est se moquer du peuple algérien que de faire semblant de croire qu'il attendait Boumedienne pour apprendre que la situation économique du pays allait de catastrophe en catastrophe ! Pour savoir que deux millions de chômeurs et leur famille crevaient de misère ! Pour constater que ni la réforme agraire, ni les élections municipales, ni rien de ce qui avait été promis n'avait seulement connu un début de réalisation !

Mais nous n'avons eu besoin de personne pour voir la division, le pillage, la misère et le mensonge s'abattre sur nous au moment où l'enthousiasme joyeux de la libération autorisait tous les miracles : pendant que les patriotes mouraient dans les combats libérateurs, qui intriguait avec Benbella contre la Révolution et l'esprit du 1er Novembre dont aujourd'hui tout le monde a l'audace de se réclamer ?

Boumedienne prétend aujourd'hui avoir débarrassé l'Algérie d'un monarque sanguinaire, mais qui l'avait fait roi ? qui a partagé son trône ? qui a gardé ses ministres les plus tarés ? et, à propos d'austérité, qui a poussé l'Algérie aux dépenses les plus inutiles ?

Boumedienne prétend qu'il va redresser la situation alors que son ministre de l'industrie avoue publiquement qu'en Algérie plus personne ne travaille plus pour personne.

En vérité, il est impossible de redresser quoi que ce soit quand on commence par gaspiller des centaines de milliards pour entretenir une armée et une police qui servent uniquement à baillonner le peuple, quand des sommes fabuleuses sont détournées chaque jour, à tous les échelons de l'appareil d'Etat, quand la corruption est érigée en méthode de gouvernement, quand la recherche du profit personnel et le cynisme sont les qualités exigées pour occuper des responsabilités politiques.

Mais le peuple algérien sait depuis longtemps quel sort il doit réserver aux déclarations plus belles les unes que les autres de "ses dirigeants".

Il est las des mensonges et des promesses ! Sa patience finira par s'épuiser et le jour viendra où il saura arrêter cette mascarade et se faire à nouveau respecter.

LA QUESTION DU PETROLE

Nous reprenons dans ce numéro notre étude sur les problèmes du pétrole dont la première partie a paru dans le numéro 2. L'article d'aujourd'hui sera consacré au pétrole algérien, les conditions de sa mise en exploitation et la situation héritée au lendemain de l'indépendance. Notre prochain article sera consacré aux récentes négociations franco-algériennes et aux perspectives d'avenir.

DEUXIEME PARTIE: LE PETROLE ALGERIEN

● pétrole algérien et politique française

La découverte et la mise en exploitation du pétrole algérien déterminent, à partir de 1958, une nouvelle orientation dans la politique française du pétrole. La création d'une industrie pétrolière est décidée. Les mesures qui sont prises alors par les autorités françaises répondent surtout à des visées d'ordre politique.

Il s'agit, d'une part, dans le cadre de la politique d'intégration, de renforcer "les liens indissolubles entre la métropole et l'Algérie" par la construction d'un ensemble industriel au Sahara totalement dépendant de la France. La définition d'une politique fiscale très favorable devait entraîner des investissements privés et surtout attirer les petits épargnants. Le but recherché étant avant tout d'intéresser davantage une partie de l'opinion française à la continuation d'une guerre que d'aucun commençait à trouver inutile et coûteuse. Le mirage du pétrole saharien donna lieu d'ailleurs à d'importantes spéculations boursières et les richesses en furent largement surestimées. En fait, comme pour le financement du plan de Constantine, les capitaux privés, malgré les avantages consentis, firent la sourde oreille et ce sont surtout des capitaux publics qui sont à l'origine de la mise en exploitation du pétrole saharien. La constitution du groupe Union Générale des Pétroles (U.G.P.) composée de sociétés à capitaux d'Etat concrétise cet état de faits.

Cette dépendance du pétrole algérien, au point de vue des investissements, est complétée par une totale dépendance du point de vue technique et aussi, et surtout, du point de vue des débouchés. En effet, les mesures de 1958, par la modification des taux de contingentement fixés par la législation de 1928, vont permettre la création d'un ensemble assurant un débouché certain pour le pétrole brut algérien. D'abord, les nouveaux pourcentages sont fixés de telle façon que les groupes français U.G.P.-U.I.P. et C.F.P.-C.F.R. voient leur position nettement renforcée sur le marché français. En outre, les nouveaux quotas obligent les sociétés étrangères à accroître leurs achats en "brut" algérien non soumis au contingentement, si elles veulent conserver leur place sur le marché français. Ainsi, dès 1962, le pétrole brut algérien atteignait 44 % de la quantité acheminée pour la production des besoins civils des exportations et des traitements pour l'étranger. Parallèlement à ces efforts sur le plan français, les sociétés d'Etat qui jouent un grand rôle dans la production saharienne, cherchent des débouchés à l'extérieur (notamment dans le cadre du marché commun) et arrivent à en consigner des quantités assez importantes aux filiales françaises des sociétés du cartel.

A cet égard, il est clair, qu'outre la volonté de cristalliser aux yeux de l'opinion publique l'idée de l'inséparabilité de la France et de l'Algérie, la nouvelle politique française vise, à l'instar des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., à soustraire le marché français à l'emprise du cartel international du pétrole (qui, comme nous l'avons vu plus haut, est presque entièrement contrôlé par des capitaux américains et anglo-saxons).

La crise de Suez en 1956 et la découverte du pétrole algérien ont rendu nécessaire et possible la création d'une industrie pétrolière française disposant d'un marché protégé et possédant ses propres sources d'approvisionnement. Le cartel subit rapidement les conséquences de cette décision, puisqu'alors qu'il dominait la quasi-totalité du marché en 1958, il n'en contrôle plus que la moitié en 1962. Cependant, bien qu'elles s'opposent au cartel, les nouvelles sociétés s'alignent sur ses méthodes et ses conceptions (ainsi, le prix du "brut" algérien est fixé d'après celui établi par le cartel pour ses filiales françaises).

Les efforts entrepris vers le marché extérieur semblent confirmer que les autorités françaises désirent se servir des ressources du pétrole brut algérien comme d'un atout pouvant favoriser la réalisation de leurs ambitions au sein du marché commun. Ainsi, l'U.G.P.-U.I.P. se montre très active pour la vente de ses excédents de "brut", tandis que la C.F.P.-C.F.R. sous la marque "TOTAL" consolide ses positions en Europe et même dans le monde en achetant raffineries et réseaux de distribution.

Motivées par des impératifs politiques, les mesures prises en 1958 ont permis la création d'un ensemble ambitieux dépassant largement le cadre des frontières françaises, cherchant à supplanter l'influence du cartel international, jouissant de positions privilégiées sur le marché français - positions qu'il cherche à étendre à tout le marché commun - (la France avait, par ailleurs, cherché à intéresser les capitaux européens à la recherche au Sahara) et disposant de ses propres sources d'approvisionnement. Mais tout cet édifice est basé sur le pétrole algérien dont on perçoit mieux ainsi le rôle et l'importance.

● les principaux gisements

Les deux principales zones productrices du Sahara sont situées :

1° A Hassi-Messaoud. Ce gisement est exploité en partie par la S.N. Repal et en partie par la C.F.P. (A), et a produit en 1964 12,2 millions de tonnes (7,3 millions pour la S.N. Repal et 4,9 pour la C.F.P.A.). Ces deux sociétés sont associées, chacune d'elles est "opératrice" sur sa propre concession mais participe à 49 % au financement des travaux entrepris par l'autre.

La C.F.P. (A) est une filiale de la Compagnie Française des Pétroles. (On sait que la C.F.P. détient 23,75 % du capital de l'Iraq Oil Company et dispose à ce titre de quelque 35 millions de tonnes par an).



2° Dans le Bassin de Fort-Polignac, où le plus important concessionnaire est la C.R.E.P.S., qui, à elle seule, a produit 10,9 millions de tonnes en 1964 sur ses gisements d'Edjelem, de Tiguentourine, d'El-Adeb-Larache, d'Ohanet-Sud et surtout de Zazaïtine (6,5 millions de tonnes).

Quelques gisements de ce bassin (Ohanet-Nord, Askarene, Guelta) sont exploitées par la C.F.P., qui a produit 924.000 tonnes en 1964.

La C.R.E.P.S. est une société dans laquelle se trouvent associés la R.A.P., groupe français à capitaux publics qui détient la majorité, et le groupe Royal-Dutch-Shell qui a 35 % du capital.

Quant à la C.E.P., c'est une émanation du B.R.P., autre groupe français à capitaux publics.

Les autres gisements notables sont les suivants:

- El-Gassi-El-Agreb (714.000 tonnes en 1964), exploité par la S.N.P.A.

- Gassi-Touil (230.000 tonnes), exploité par C.O. P.E.F.A., filiale du B.R.P.

- Rhourde-El-Baquel (1 million de tonnes), exploité par la Sinclair, compagnie américaine.

- Rhourde-Nouss, dont la concession appartient à une compagnie américaine, El-Pajo, associée avec des intérêts français publics (B.R.P.) et privés (Francarep).

● les conditions d'exploitation

Avant l'indépendance de l'Algérie, l'exploitation du pétrole était régie par le code pétrolier saharien, qui permettait à la puissance publique d'attribuer les titres miniers et de réduire progressivement les surfaces.

Pour attirer les capitaux et hâter les opérations de recherche, le gouvernement français avait institué un régime fiscal très favorable aux sociétés qui prévoyait notamment, pour une période de cinq ans, la possibilité pour les entreprises engagées au Sahara, de déduire au titre de la "dotation du fonds de reconstitution des gisements" une somme égale à 27,5 % de la valeur départ-champ non soumise à l'impôt direct de 50 % exigé en principe sur les bénéfices.

Bien que se rapprochant théoriquement du fifty-fifty classique, ce régime financier ne favorisait que les sociétés qui bénéficiaient en outre de nombreuses facilités. Ainsi les taux d'amortissement, exceptionnellement élevés, ont permis effectivement à un grand nombre d'entre elles, de récupérer très rapidement leurs investissements. Par ailleurs, les impôts étaient calculés sur les prix réalisés (205 dollars le baril) c'est-à-dire sur des prix nettement plus faibles que les prix "affichés" (235 dollars le baril). Tout ceci eût pour conséquence que la part revenant à la puissance concédante était loin d'atteindre les 50 % classique et certaines années elle atteignait à peine la redevance de 12,5 % de la valeur départ-champ.

Les ACCORDS D'EVIAN ont substitué l'Algérie à la France en tant que puissance concédante. Ils garantissent aux sociétés le maintien du code pétrolier antérieur à l'Indépendance pour les titres accordés par la France; pour les autres: liberté. D'autre part ils créent l'Organisme Saharien Paritaire financé par les deux pays, dont les attributions sont :

en matière minière -

- l'instruction des demandes de titres miniers, la décision finale étant prise par l'Algérie,
- un rôle consultatif pour la réglementation et la législation,
- la surveillance administrative des sociétés titulaires de titres miniers ;

en matière d'infrastructure -

- l'organisme saharien doit prendre en charge - sur le plan technique et financier- l'étude, l'exécution, l'entretien et le fonctionnement des ouvrages publics nécessaires à la mise en oeuvre des richesses du sous-sol.

tableau des sigles

C.R.E.P.S.- (Cie de Recherches et d'Exploitation de Pétrole au Sahara)

S.N.R.E.P.A.L.- (Sté Nationale de Recherches et d'Exploitation des Pétroles en Algérie)

S.N.P.A.- (Sté Nationale des Pétroles d'Aquitaine)

C.E.P.- (Compagnie d'Exploration Pétrolière)

R.A.P.- (Régie Autonome des Pétroles)

U.G.P.- (Union Générale des Pétroles)

U.I.P.- (Union Industrielle des Pétroles)

C.F.P.- (Compagnie Française des Pétroles)

C.E.R.- (Compagnie Française de Raffinage)

LE SCANDALE CONTINUE!

Chaque jour, des millions de l'Etat disparaissent dans les poches des "responsables" officiels.

Pas un secteur du pouvoir n'y échappe: parti, armée, police, secteur "socialiste", administration, gouvernement. Chacun de nous connaît des dizaines de cas. Nous en citons ici quelques-uns.

Boumedienne qui sait tout de cette entreprise de pillage proclame imprudemment: nul ne pourra plus se sentir dispensé de rendre des comptes sur sa gestion...". Car nul ne peut plus dissimuler, rien ne peut empêcher les scandales les plus criants d'éclater. Mais pour quelques enquêtes qui parviennent au grand jour, combien de centaines sont étouffées? Combien de milliers de plaintes ne sont même pas prises en considération? La lettre que nous publions témoigne du mécontentement de la population.

La corruption règne. Tout se paye: 50 DA la carte d'identité, 500 ou 1.000 DA le passeport, et aussi l'extrait de naissance ou le livret de famille. Faveurs et silence se paient aussi: fraudeurs et voleurs se volent entre eux pour mieux piller le reste du pays.

Et cela continue. Car au-dessus de ces misérables fonctionnaires véreux, ramasseurs de miettes du pouvoir, les hauts dignitaires empochent non plus des centaines de milliers de francs, mais des millions, voire même des centaines de millions.

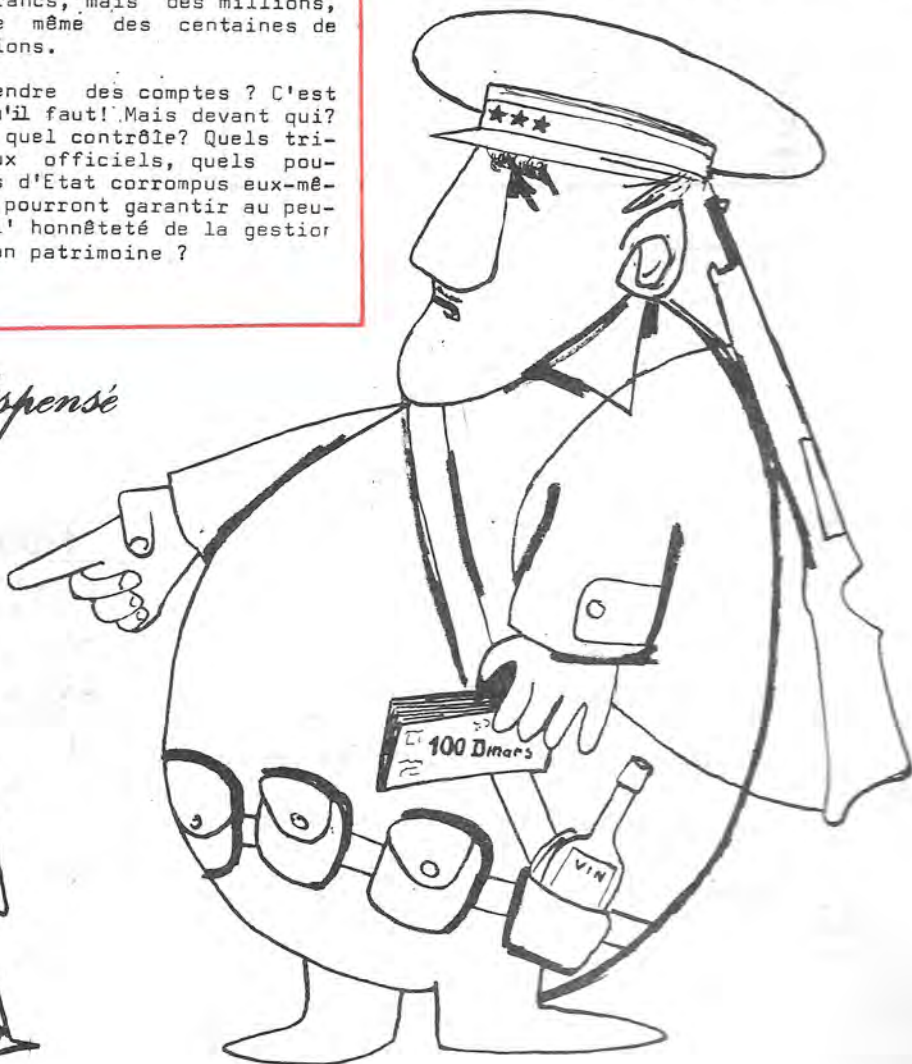
Rendre des comptes? C'est ce qu'il faut! Mais devant qui? Sous quel contrôle? Quels tribunaux officiels, quels pouvoirs d'Etat corrompus eux-mêmes, pourront garantir au peuple l'honnêteté de la gestion de son patrimoine?

... pour quelques enquêtes qui parviennent au jour ...

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COOPÉRATIVE DES CEREALES ARRETE POUR DETOURNEMENT DE FONDS

Informés que certaines malversations se seraient commises à la coopérative de céréales de ni Chafai déclare avoir omis d'établir un inventaire au départ de son homologue fran-

«.. nul ne peut se sentir dispensé
de rendre des comptes
sur sa gestion..»



la lettre que nous publions
 témoigne du mécontentement
 populaire



A gauche BENAMIRA Tahar et son complice
 MESKALDJI Abdelatif

C'est ainsi que cinq personnes ont été arrêtées et déférées devant le parquet de Tiaret le 23 novembre 1965 pour détournement de biens de l'Etat, pour faux et usage de faux et aussi pour complicité. Il s'agit de Radji Abed, employé aux Moulins Réunis, et qui avait pour complices, Tadjer Saad, Seghir Abdelkader dit « Damouni », Djillali Ahmed et Cheman Abdelkader. Pour ces derniers un mandat de dépôt a été pris à leur encontre.

Nous, habitants de la Commune de KHEZARAS (Arrondissement de GUELMA), avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants imputables à la mauvaise gestion des affaires de notre Commune par le Président de la Délégation Spéciale Monsieur ACHOURI Messaoud Ben Noui.

Depuis son installation à la tête de la Commune le sieur BEN NOUI procède à une dilapidation pure et simple des deniers de l'Etat.

Nous nous permettons de vous citer quelques exemples de ses agissements :

- AVRIL 1963: la voiture communale, une R.8, utilisée à des fins personnelles est accidentée sur la route d'AIN-BEIDA au retour d'un match de Foot-ball; coût de la réparation: 2.000,00 D.A.
- OCTOBRE 1963: la même voiture subit un deuxième accident dont les réparations ont coûté 2.500,00 D.A. Cette somme a été payée par un entrepreneur des Travaux-Publics, sur l'argent d'un projet.
- Durant cette période, une 2 CV citroën (appartenant à la Commune de KHEZARAS avant sa fusion avec KEP-RIH) était aussi accidentée et vendue en état de ferraille. Le produit de la vente n'a pas été versé dans la Caisse de Monsieur le Receveur.
- La R.8. est accidentée pour la troisième fois, mais cette fois, Monsieur le Sous-Préfet interdit de payer la réparation sur le Budget communal; Monsieur le Président s'est permis alors d'acquérir une 3 CV.Citroën, qui fut réduite en ferraille trois mois après son acquisition un Dimanche au cours d'une partie de chasse.
- Ne pouvant rester sans voiture, il décida de procéder à une collecte au sein de la population; collecte qui lui rapporta 2.000,00 D.A environ pour payer les dernières réparations de cette R.8. mise sur cales par ordre de Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement.Elle ne dura pas longtemps, puisque, prêtée à Monsieur MAOUTI SALAH elle subit un autre accident qui coûta la vie à ce dernier.
- Parallèlement à cette hécatombe de voiture et à l'utilisation sans retenue de carburant (en 1964: 12.000,00 D.A.) payé sur des rôles de journées avec des noms fictifs ou des noms de parents voir même des noms de certains membres de la Délégation Spéciale, Monsieur le Président vendait sans scrupule le bois provenant de l'Olivette Communale et ne versait jamais le revenu dans la Caisse du Receveur Municipal.
- Quand à la Location du Marché de BOU-HACHANA, elle fut pour lui un bon sujet de spéculation. Ce marché attribué par adjudication pour la période 1963-1964, au nommé SAMOUDI Abdallah pour la somme de 28.000,00 D.A. a fait l'objet d'une délibération accordant un dégrèvement de 10.000,00 D.A., affaire conclue entre l'adjudicataire et le Président moyennant le versement de 5.000,00 D.A.à ce dernier.
- La même procédure se reproduisit pour l'année 1964-1965 et permit au Président d'acquérir aussi malhonnêtement la somme de 3500,00 DA notons que cette fois le Secrétaire Général de Mairie fut associé à l'affaire et toucha 1.000,00 D.A.
- Enfin, tout est pour lui un sujet de spéculation tant pour la constitution de dossiers de Chouhadas que pour tout certificat délivré par la Mairie.

Ayant eu vent d'un probable changement de cette délégation, il fit établir une pétition qu'il est en train de faire signer en menaçant la population pour demander son maintien à la tête de la Commune.

le 26 Septembre 1965

chacun de nous connaît

des dizaines de cas ...

● A LA PREFECTURE D'ANNABA, UN EMPLOYE ENCAISSAIT LES LOYERS D'IMMEUBLES, ET N'ENREGISTRAIT QU'UNE PARTIE DES SOMMES VERSEES SUR LES REÇUS. APRES DE NOMBREUSES PLAINTES, LES TRIBUNAUX ONT ETE SAISIS DE L'AFFAIRE, ET LES LOCATAIRES CONVOQUES POUR DETERMINER LE MONTANT DU DETOURNEMENT : BILAN 20.500 DA !

● LIBERE APRES SIX MOIS DE DETENTION : LE DIRECTEUR DU CENTRE COOPERATIF D'ECOULEMENT (SECTEUR AUTOGERE).IL AVAIT DETOURNE 110.000 DA!

● ON NOUS INFORME QUE TROIS "MILITANTS" SE SONT ASSOCIES A ANNABA, POUR ACHETER UN IMPORTANT MAGASIN -LA MAISON DU CADEAU- ESTIME A PLUS DE TRENTE MILLIONS. IL S'AGIT DE ABDESLAM MOROJANE RESPONSABLE DE LA DELEGATION REGIONALE DU PARTI DU F.L.N. ET DEUX DE SES COUSINS DE LA FAMILLE MEDDOUR - RESPONSABLE DES ANCIENS MOUDJAHIDINE.

A PROPOS D'UN CERTAIN DISCOURS-PROGRAMME

ou

un air bien connu

Jusqu'ici, nous ne pouvons qu'être d'accord, puisqu'aussi bien le gouvernement ne fait que s'apercevoir tardivement d'une réalité que la masse des algériens ressent dans sa chair depuis des années. Mais que va faire le nouveau pouvoir ? Les dénonciations après-coup ne suffisent pas; on attend des actes. Des actes qui soient en rapport avec les promesses "socialistes" de Boumedienne: "Poursuivre, à la lumière d'un programme étudié, l'édification d'une Algérie authentiquement socialiste.. Le socialisme authentique, c'est le socialisme authentique, c'est-à-dire celui qui n'affiche pas des slogans démagogiques ou utopiques, mais tend plutôt à la liquidation de toutes les formes de l'exploitation de l'homme par l'homme".

Et c'est ici que nous protestons car nous connaissons la chanson. Ces professions de foi socialistes, toutes ces promesses ne sont que du vent. Rien ne le montre mieux que l'étude du "programme" défini par Boumedienne pour les différents secteurs de la société algérienne.

refondre l'autogestion ?

" Nous ne nourrissons aucun fanatisme ni en faveur ni à l'encontre de l'autogestion. Les entreprises autogérées dont la rentabilité a été établie du point de vue économique et social doivent être consolidées et renforcées sur cette base.. Il y a également les entreprises dont la mise en autogestion s'est soldée par un échec et il nous appartient dans ce domaine encore de déterminer si l'échec est dû à des raisons fortuites et momentanées... ou alors s'il est le résultat de causes organiques inhérentes à la nature même du travail au sein de l'entreprise dans le but de réaliser l'objectif socialiste poursuivi" (Houari Boumedienne- interview à AL-AHRAM)

On voit que les conceptions du gouvernement sont élastiques; le seul critère pour lui est l'efficacité: ne subsisteront que les entreprises rentables. On serait tenté de crier "Bravo", car l'Algérie a d'abord besoin de produire beaucoup et de bonne qualité. Mais, à la réflexion, on se demande quelles entreprises vont pouvoir résister: bien peu de fermes, bien peu d'usines sont

capables de produire sans déficit pour le marché algérien tel qu'il est à l'heure actuelle, c'est-à-dire un marché organisé encore sur le mode capitaliste. Si l'on maintient seulement les entreprises rentables, on renoncera à considérer que l'autogestion était un mode de production grâce auquel une partie des travailleurs algériens pouvait faire l'apprentissage de la direction de ses propres affaires. On adoptera des principes capitalistes, on fera appel au contrôle de l'administration sur les anciens biens vacants (il y a des mois que Mahsas souhaite en arriver là) et le "socialisme authentique" ne subsistera plus que dans les discours.

Il est vrai que, sous Ben Bella, l'autogestion a été conduite à l'abîme, parce qu'au lieu de considérer cette conquête des travailleurs comme un simple premier pas, que devaient suivre sans délais d'autres mesures d'organisation socialiste de toute la société, on a fait croire à ce remède-miracle, qui suffisait à lui seul à guérir tous les maux de l'Algérie. Et les entreprises autogérées sont en train de crever doucement, parce que les crédits leur ont manqué, parce que le commerce est demeuré entre les mains d'accapareurs, parce qu'au lieu d'éduquer les travailleurs, on a laissé le champ libre dans chaque entreprise, à tous les profiteurs. Si l'on voulait faire mieux, il s'agirait maintenant :

- d'établir partout le contrôle des producteurs et des consommateurs sur le commerce, intérieur et extérieur,

- de dégager une part du budget suffisante pour aider à la stabilisation financière des entreprises pendant toute la période où les travailleurs font l'apprentissage de la gestion.

Mais pour en arriver là, il faut adopter des mesures radicales: pour trouver les crédits nécessaires, il faut réduire au maximum les dépenses de fonctionnement de l'Etat, dépenses somptuaires (voyages innombrables des ministres, etc...) et dépenses militaires. Et comment en arriver là sans épurer sévèrement les organismes administratifs, politiques et militaires qui recèlent un nombre incroyable de pseudo-militants pour lesquels l'indépendance a été l'occasion de conquérir d'innombrables privilèges ?

La situation de l'Algérie est facile à qualifier : c'est le chaos. Certes "l'ordre" règne, l'armée est à pied d'œuvre partout et se livre à une véritable offensive du sourire. Mais dans le domaine économique, c'est le néant de la production dans la misère du peuple.

A ce sujet, les discours officiels sont explicites. Dans son allocution du 1er Novembre Houari Boumedienne a déclaré: "L'existence de plus de 2 millions de chômeurs et de travailleurs sous-employés est l'indice d'un mal profond...". Toute la presse algérienne regorge de détails révélateurs sur la désorganisation de l'économie nationale. Et l'on souligne partout que la responsabilité première revient à la gestion lamentable du gouvernement Benbella: "... trois années de pouvoir personnel, de gestion désordonnée et malsaine ont aggravé dangereusement la situation du pays" (discours du 1er Novembre).

réaliser une véritable réforme agraire?

"Cette grande opération nationale sera l'oeuvre de l'année 1966. Elle aura pour objectif essentiel l'amélioration du sort du petit fellah qui a lutté et souffert pour la libération du pays... Ces objectifs supposent la définition d'une politique à long terme de mise en valeur, capable de réaliser l'intégration des différentes activités de l'agriculture et qui portent essentiellement sur la modernisation du secteur traditionnel, la restauration des sols, le développement de l'élevage et une politique généralisée de l'eau" (H. Boumedienne - Discours du 1er Novembre).

Encore une fois: "Bravo". Le petit fellah, qu'il soit des Aurès ou du Djurdjura, est celui des algériens pour lequel l'indépendance n'a apporté aucune amélioration. Il doit donc être prioritaire en tout, si l'on veut que cesse le grand départ des paysans vers les villes ou l'émigration, si l'on veut voir disparaître les maux effroyables du chômage. Mais là encore, il faut vouloir non seulement l'objectif final, mais encore rechercher les moyens de l'atteindre (n'oublions pas que Ben Bella aussi a promis, chaque année, la réforme agraire pour l'année suivante).

Il n'y aura pas de réforme agraire tant qu'on ne portera pas atteinte aux grandes propriétés qui subsistent encore dans beaucoup de régions. Il faut exproprier les propriétaires riches, même s'ils sont algériens, même s'ils ont, à un moment quelconque, aidé la lutte de libération. Et seuls des comités de fellah peuvent mener l'affaire à bien, car seuls les fellah connaissent, pour en souffrir tous les jours, les innombrables procédés grâce auxquels les propriétaires maintiennent leur richesse à l'abri, en nouant des liens étroits avec les responsables politiques et militaires.

Rassembler les paysans déshérités contre les propriétaires et les administratifs corrompus est indispensable pour réorganiser les campagnes pauvres sur une base nouvelle. On jettera, en même temps, les bases de l'organisation col-



un programme qui n'est pas du goût de tout le monde

lective qui permettra le recensement des besoins et des ressources, l'exécution des travaux d'intérêt public. Mais là encore, une aide financière, sous la forme de crédits, une aide technique, sous la forme d'experts, seront nécessaires de la part de l'Etat. Une nouvelle fois se pose le problème de la forme que revêtira l'Etat: sera-t-il la chasse gardée des fonctionnaires inamovibles et des militaires omniprésents, ou bien sera-t-il l'expression du pouvoir des travailleurs ?

réformes administratives, élections municipales ?

"L'année 1966 sera marquée également par l'organisation des élections municipales qui permettront à la volonté populaire de s'exprimer" (Houari Boumedienne - Discours du 1er Novembre).

".... les structures administratives départementales seront renforcées de manière à corriger les insuffisances de la sous-administration" (H. Boumedienne - Discours du 1er Novembre).

Dans ces deux propositions, nous trouvons en même temps le mal et son remède. Mais malheureusement, c'est le mal qui est le plus vigoureux. On ne peut, en effet, qu'être d'accord avec Boumedienne qui déclarait, dans une interview au journal LE MONDE (10 Novembre 1965): "La commune, cellule de base". Vivent donc les élections municipales que Ben Bella avait sans cesse ajourné. A partir de l'organisation locale pourrait naître un véritable pouvoir populaire. Pourrait naître, car pour cela, il faudrait que, dans des assemblées régulièrement tenues, les travailleurs aient la possibilité de s'exprimer et de désigner librement ceux qui les administreront. Aucun intérêt s'il s'agit d'élections truquées où les privilégiés et les responsables déjà en place ne feront que se faire confirmer. C'est pourtant ce qui se produira si,

comme tout l'annonce, le renforcement du pouvoir des préfets et des sous-préfets devance les élections. Ce n'est pas être efficace que de renforcer la centralisation administrative, c'est seulement donner plus de possibilités d'action à la bureaucratie. Il est vrai que pour Boumedienne "Dénoncer la bureaucratie en Algérie est chose ridicule" (interview à AL AHRAH). Qu'en pensent les algériens dont la subsistance dépend souvent des fonctionnaires tracassiers ?

pas de socialisme militaire

Nous n'avons passé en revue jusqu'ici que les quelques domaines où Boumedienne se vante d'apporter "du neuf". Pour que le tableau soit complet, il faudrait parler aussi de la planification que Boumedienne lie à un recensement, à la base, des besoins et des ressources, alors qu'il étouffe le syndicalisme, instrument indispensable d'un tel travail. Il faudrait aborder la question de l'industrialisation, dont on parle en termes généraux et que l'on a tendance à confier aux capitaux privés. Toujours on arrivera à la même conclusion: la critique, justifiée, du régime Ben Bella n'est qu'un artifice démagogique, car le nouveau pouvoir ne fait rien de concret pour transformer la situation. Boumedienne et le "Conseil de la Révolution" se réfugient derrière un rempart de mots, le plus souvent creux, vidés de toute portée pratique ("Restructurer le Parti révolutionnaire d'avant-garde qui se chargera effectivement de

mener à la lutte pour l'édification du socialisme et mobilisera toutes les énergies des militants sans exception - ce Parti aura pour rôle d'éduquer, d'orienter et de diriger". Notez la précision du programme !).

Le "Conseil National de la Révolution" qui exprime des intérêts et les vœux de cette armée - en passe de fusionner avec la petite bourgeoisie de la bureaucratie d'Etat pour devenir une nouvelle classe dirigeante -, ne peut être l'instrument de la lutte pour le socialisme. Bien au contraire, sa pratique quotidienne et les nouvelles alliances qu'il sera amené à contracter, l'opposeront chaque jour davantage au camp des travailleurs.

Certes, étant donné les conditions dans lesquelles ils ont pris le pouvoir, les nouveaux maîtres du pays sont forcés de mener une politique du sourire, de faire des concessions, de pure forme d'ailleurs, aux masses, car ILS ONT PEUR. Connaissant la combativité et la détermination du peuple algérien, ils n'osent pas l'affronter de face, alors ils essayent de l'endormir, de le chloroformer par des promesses mirobolantes et en se présentant comme des justiciers qui n'ont eu d'autre guide que l'intérêt national. Ainsi, des directives ont été données aux sbires du pouvoir leur demandant de nouer des contacts avec la population et d'être aimable avec elle; mais leur attitude est tellement fausse qu'elle ne fait que renforcer l'hostilité populaire. Car personne n'est dupe et le peuple comprend que le "socialisme militaire" se fera sur son dos.

Falsifications..

A l'occasion du 1er Novembre 1965, nous avons eu droit, dans la presse dite nationale, à de nombreux "récits", "reportages" ou "témoignages" sur les circonstances qui ont précédé et favorisé le déclenchement de la Révolution.

Force nous est de constater que les faiseurs de l'histoire ont une chose en commun: c'est leur parfaite ignorance du déroulement des événements et leurs révélations fausses ou déformées à dessein, contribuent à jeter un voile de confusion - dont certains haut-placés aujourd'hui, ont bien besoin pour cacher leur passé - sur ce qui appartient désormais à l'histoire de notre pays.

Mais si la plupart d'entre eux ont l'excuse de n'avoir participé ni de près ni de loin à la préparation de la révolution, d'autres sont impardonnables d'avoir falsifié l'histoire à des fins personnelles. Ainsi Benbella, d'après le récit de sa vie, publié par Robert MERLE, fait partir le 1er Novembre de sa propre personne et nie tout rôle aux autres dirigeants. Mais les vides sont beaucoup trop nombreux dans sa version des faits, pour qu'on y accorde le moindre crédit. Il n'en est pas de même pour Zoubir Bouadjadj, qui, dans le numéro de "Révolution et Travail" du 1er Novembre 1965, donne de nombreux détails véridiques. Mais il pêche par omission. En effet, il réalise le tour de force de raconter l'histoire du C.R.U.A., celle de la réunion des 22, sans citer une seule fois le nom de BOUDIAF. Or, Bouadjadj n'est pas sans ignorer le rôle essentiel joué à cette période par BOUDIAF, qui fut d'ailleurs désigné par la réunion des 22 comme coordinateur du premier "Conseil de la Révolution" dont il devait choisir les 5 membres.

Il est regrettable pour les algériens qui s'intéressent à l'histoire de leur pays, que des "témoins" usent de pareils subterfuges pour minimiser le rôle de certains responsables et accroître celui d'autres, au gré des fluctuations politiques. Il n'est pas question de faire du culte des historiques, mais la simple honnêteté doit pousser chacun au respect de la vérité historique même si cette dernière ne sert pas ses desseins.

sur le front de la lutte sociale

Le nouveau pouvoir se montre sous son véritable jour. Il a retrouvé naturellement ses alliés parmi les exploités. Et, bien sûr, les travailleurs n'ont pas tardé à se rendre compte que la fameuse tâche de redressement national était dirigée contre eux. Mais les travailleurs sont décidés à défendre coûte que coûte leurs droits et leurs conquêtes. Ainsi, les travailleurs des fermes autogérées, las d'attendre leurs salaires sont allés manifester devant les édifices publics. Ainsi, les travailleurs de l'agence Hachette se sont mis en grève pour obtenir la réintégration de 5 de leurs camarades du comité d'entreprise, licenciés par la direction. A l'hôpital de Mascara, les employés n'ont pas été payés depuis 3 mois. Des conflits ont également éclaté à la société Anonyme d'Assurance et aux usines Renault. Tout cela montre, que malgré la démagogie du gouvernement, la lutte sociale existe en Algérie et l'épreuve de force est d'ores et déjà engagée.

ومن الغريب أن الصحافة المحلية قد اعتبرت هذا الخطاب خطاباً منهاجياً بينما هو مثال للتغليب والنفاق. هذا وإن الشعب الجزائري لم يتوقف على الاستماع إلى هذا التصريح الهزلي الذي ألقاه بومدين، ليعلم أن الاقتصاد الوطني سائر من كارثة إلى أخرى وإن مليونين العاطلين يتخبصون في البؤس مع عايلاتهم كما أنه يعلم أن الإصلاح العقاري والانتخابات البلدية وغيرها من الوعود التي قطعوها لم يقع الوفاء بها ولو جزئياً.

لا حاجة لنا لأي مرشد لنشاهد تباين التفرقة والبؤس والتدخيل على الأمة في الوقت الذي كان فيه حماس الجماهير عقب الاستقلال يبشر بكل محبة وخير. اننا نذكر جميعاً تلك الأيام التاريخية التي كان الوطنيون يستشهدون أثناءها في المعارك الصاحنة لتحرير البلاد كما نذكر من كان في نفس الوقت يتآمر مع بن بله لخنق الثورة ومحو روح غرة نوفمبر التي يزعمون اليوم الانساب إليها.

وبما إن بومدين يدعي اليوم أنه أنقذ الجزائر من طاغية سفاك، نسأله عمّن نصب هذا الطاغية في عرش الملك؟ وعمّن شأه في ملكه؟ وعمّن احتفل بالخسرين من وزرائه؟ وبمناسبة الحديث عن التقشف نسأله أيضاً عمّن دفع بالجزائر إلى تبذير ثروتها تبذيراً كاملاً؟ أما نحن فلا نمانع في سياسة حقيقية للتقشف على شرط أن تبدأ الحكومة بالحد من نفقات الدولة المعروفة ببهاضتها.

وقبل أن يتكلم في هذا الموضوع كان عليه أن يفكر لماذا لم يدخر آلاف الملايين التي بذلها على مؤتمر غير موثوق بانعقادها، لكن وأسفاً تحدث عن التقشف متأخراً مع إصرار الحكومة على مواصلة إرهاق البلاد بنفقات لا تتحملها إمكانياتها.

وبالرغم من هذا كله يدعي بومدين أنه عاز على ردة الحالت بينما وزيره للتصنيع يعترف علنياً بأن كل جزائري الآن يعمل لصالحه الخاص فحسب.

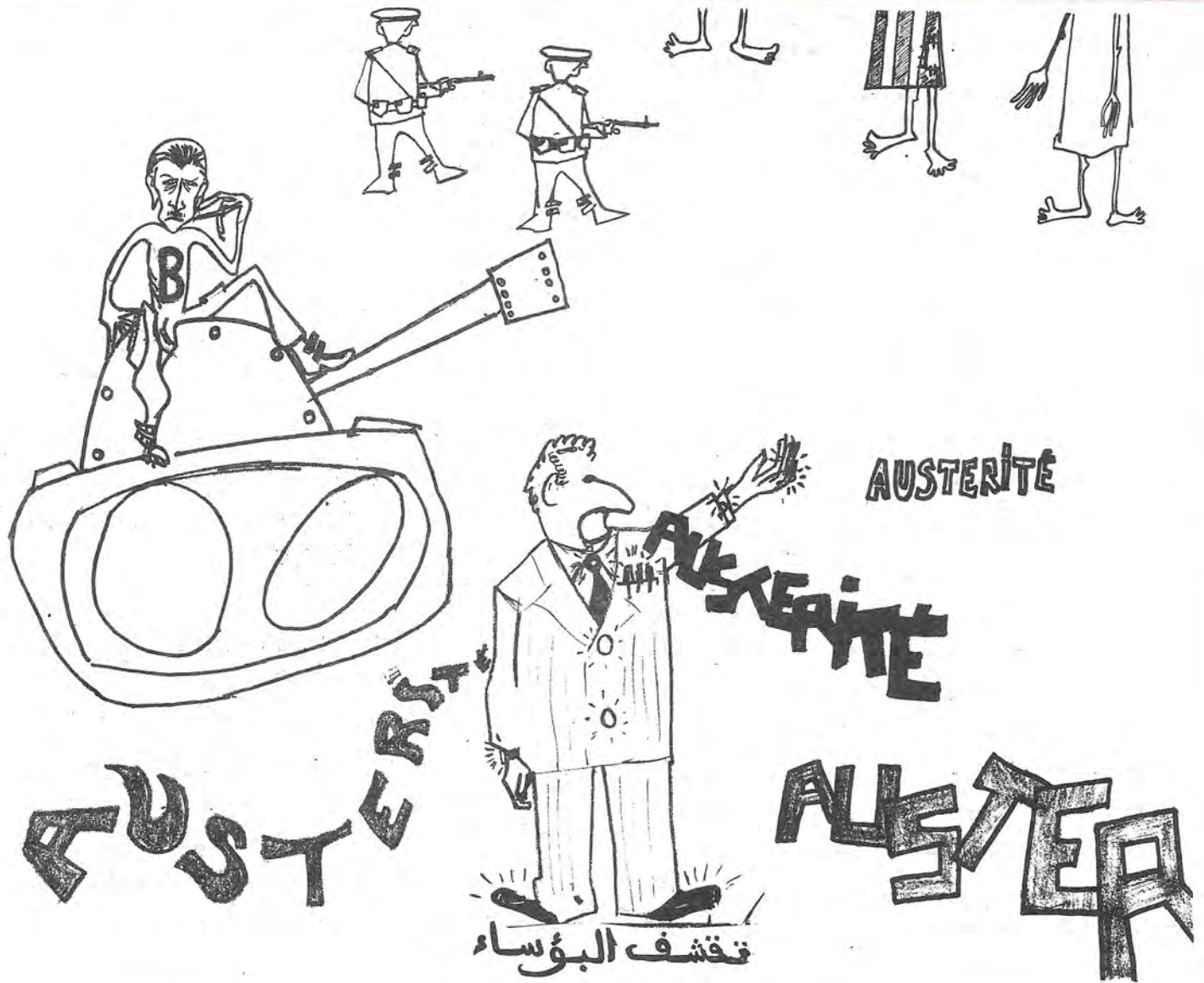
أن الحقيقة المرة هي أنه يستحيل على الأمة أي أحد أن يصلح شيئاً مادامت ملايين الملايين تنفق على الجيش ومصالح الامن لتكبييل الشعب، ومادامت الأموال الضائلة تحتل كل يوم وفي كل المناسبات من موارد الدولة، ومادامت الرشوة تستعمل كوسيلة من وسائل الحكم، ومادامت المسؤولين تسند في البلاد إلى ذوي الوقاحة والاستثمار الشخصي.

أما الشعب الجزائري فهو يعرف من زمن بعيد كيف يجابه هذا النوع من الخبث المعسولة التي تصدر عن أناس يدعون أنهم قادته لأنه كل من سماع الوعود الكاذبة حتى عيل صبرة.

وسياتي يوم يجعل فيه الشعب حداً نهائياً لهذه المهازل وعند ذاك يفرض احترامه من جديد.

من الواجب على كل جزائري أن يقوّم اليوم
ضد سياسة الخراب: سياسة بومدين

اللجنة الوطنية للدفاع عن الثورة نشرة الأصل



تقشف البؤساء

هذا التقشف؟ هل سيفرض على قوا فل المتسولين
الذين يقتابعون في شوارع المدن؟ أم على مئات
الآلاف من الفلاحين الذين فقدوا حتى صعم
الحب، أم على عمال التسيير الذاتي الذين ينتظرون
ثمرة كحيمتهم منذ أشهر بدون جدوى؟
ولعل الخصب يعني صغار التجار الذين يرزحون
تحت الجبايات فأخذوا يتسابقون إلى غلق
دكاكينهم، أو يعني صغار المتوضفين
الذين يتقاضون أجره ضئيلة زاد فضاءاتها
ما يخص منها بانتظام؟

أدلى أخير أبو مدين بتصريح مماثل
لما كان يفون به سلفه الشهير من حين
لآخر أعلن فيه عن ضرورة التقشف فدعا
الأمّة الجزائرية في كتابه يوم غرة نوفمبر
إلى الاقتناع بعدم الاستمرار في بدل النفقات
التي تتجاوز الأمكانيات وأمر بسلوك التقشف
الشديد.
فهنا نتساءل مرة أخرى عمّن سيفرض